

Het organiek reglement voorziet in vervangingsregels bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de vicevoorzitter.

§ 2. De voorzitter, de vicevoorzitter, een bestuurder bedoeld in artikel 5, eerste lid, aangesteld door de WBE-Raad en de algemene bestuurder vormen een bureau, dat verantwoordelijk is voor het onderzoek van de aan de WBE-Raad voor te leggen dossiers en de opdrachten die deze laatste door de Raad werden toevertrouwd. ».

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepaling*

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van de artikelen 2 tot 4 en 7 die op 14 september 2024 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 oktober 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting* 2023-2024

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 586-1 - Commissieverslag, nr. 586-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 586 -3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 4 oktober 2023. ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206798]

9 NOVEMBRE 2023. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 21 septembre 2023 modifiant l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. — Assentiment est donné à l'accord de coopération du 21 septembre 2023 modifiant l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 9 novembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et
des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) Session 2023-2024

Documents du Parlement - Projet de décret, n° 594-1 - Rapport de commission, n° 594-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 594-3.

Compte rendu intégral - Discussion et adoption - Séance du 08 novembre 2023.

Annexe

Accord de coopération du 21 septembre 2023 modifiant l'accord de coopération du 20 mars 2014 conclu entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 08 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 08 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 06 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 03 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu la fin au 31 décembre 2022 de l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence;

Considérant la volonté de la Région wallonne et de la Communauté française de poursuivre leur collaboration au-delà de la fin de l'accord de coopération précité;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation un objectif majeur de sa politique générale de relance;

Considérant que la réussite de cette politique implique, notamment, la formation optimale des jeunes qui suivent les cours de l'enseignement secondaire qualifiant (enseignement secondaire technique et professionnel, enseignement en alternance, enseignement spécialisé de formes 3 et 4), de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non-universitaire;

Considérant le lancement en 2022 de l'étude relative au positionnement des centres de compétence dans le paysage de la formation en Wallonie;

Considérant, dès lors, qu'il convient de conclure un accord de coopération relatif à la revalorisation de l'enseignement qualifiant par, d'une part, l'ouverture des centres de compétence à l'enseignement secondaire qualifiant, à l'enseignement de promotion sociale et à l'enseignement supérieur non-universitaire et, d'autre part, la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité permettant d'assurer les synergies les plus efficaces entre les politiques régionales de développement de l'emploi et de la formation et les politiques communautaires de développement de l'enseignement qualifiant, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non-universitaire;

Considérant que les objectifs de la Communauté française et de la Région wallonne convergent vers des outils similaires;

Considérant qu'il convient en conséquence de s'assurer que ces outils soient mis en place de manière cohérente et concertée, et que des synergies soient développées lorsqu'elles s'avèrent opportunes;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de Pierre-Yves JEHOLET, Ministre-Président, en charge de l'Enseignement de Promotion sociale, de Françoise BERTIEAUX, Ministre de l'Enseignement supérieur et de Caroline DESIR, Ministre de l'Education,

Et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de Elio DI RUPO, Ministre Président, Willy BORSUS, Ministre des Centres de Compétence et de Christie MORREALE, Ministre de la Formation,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. - L'article 12, alinéa 3, de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence, est abrogé et remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Le présent accord prend fin au 31 décembre 2023. Si un nouvel accord de coopération n'entre pas en vigueur avant cette date, l'accord de coopération sera prorogé de plein droit pour 2 ans. ».

Art. 2. - Le présent accord de coopération produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Bruxelles, le 21 septembre 2023.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétences,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

Le Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206798]

9 NOVEMBER 2023. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 september 2023 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 afgesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. - Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 21 september 2023 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 november 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement - Ontwerp van decreet, nr. 594-1 - Commissieverslag, nr. 594-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 594 -3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 08 november 2023.

—
Bijlage

Samenwerkingsakkoord van 21 september 2023 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 08 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 08 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 06 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 03 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op het einde op 31 december 2022 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra;

Overwegende de wens van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap om hun samenwerking voort te zetten na het einde van het bovengenoemde samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de opleiding één van de voornaamste doelstellingen is van het algemeen herstelbeleid van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de optimale opleiding van de jongeren die cursussen volgen in het kwalificerend secundair onderwijs (secundair technisch kwalificatie-onderwijs en beroepsopleiding, alternerend onderwijs, gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 en 4), het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs noodzakelijk is voor het welslagen van dit beleid;

Overwegende de lancering in 2022 van de studie met betrekking tot de positionering van kenniscentra in de opleiding in Wallonië;

Overwegende dat het derhalve past een samenwerkingsakkoord aan te gaan betreffende de herwaardering van het kwalificerend onderwijs door: enerzijds, de openstelling van de Kenniscentra voor het kwalificerend secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het niet-universitair hoger onderwijs, en, anderzijds, de terbeschikkingstelling van kwaliteitsvolle pedagogische voorzieningen om te zorgen voor de doeltreffendste synergieën tussen de gewestelijke acties ter ontwikkeling van de werkgelegenheid en vorming en de communautaire acties ter ontwikkeling van het kwalificerend onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het niet-universitair hoger onderwijs;

Overwegende dat de doelstellingen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest naar gelijksoortige instrumenten streven;

Overwegende dat het bijgevolg nuttig is zich ervan te vergewissen dat die instrumenten op coherente wijze en in onderlinge overeenstemming ingevoerd worden en dat samenwerkingsverbanden ontwikkeld worden wanneer ze opdoortuun blijken;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van Pierre-Yves JEHOLET, Minister-President, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie, van Françoise BERTIEAUX, Minister van Hoger Onderwijs en van Caroline DESIR, Minister van Onderwijs,

En

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van Elio DI RUPO, Minister-President, Willy BORSUS, Minister van de Kenniscentra en van Christie MORREALE, Minister van Opleiding,

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. - Artikel 12, derde lid, van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de terbeschikkingstelling van voorzieningen in het kader van de herziening van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de Centra voor gevorderde technologieën en de Kenniscentra, wordt opgeheven en vervangen door een lid, luidend als volgt :

« Dit akkoord loopt ten einde op 31 december 2023. Indien vóór deze datum geen nieuw samenwerkingsakkoord in werking treedt, wordt het samenwerkingsakkoord van rechtswege verlengd met 2 jaar. ».

Art. 2. - Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 01 januari 2023.

Brussel, 21 september 2023.

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen,
Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206789]

16 NOVEMBRE 2023. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 22 septembre 2023 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à certaines dispositions du partage des objectifs belges climat et énergie pour le début de la période 2021-2030 et au partage des revenus fédéraux de la mise aux enchères des quotas d'émissions pour les années 2015 à 2020 incluse (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 22 septembre 2023 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à certaines dispositions du partage des objectifs belges climat et énergie pour le début de la période 2021-2030 et au partage des revenus fédéraux de la mise aux enchères des quotas d'émissions pour les années 2015 à 2020 incluse.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 novembre 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE